

RSF appelle le nouveau président somalien à protéger les journalistes

Page 11

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 23 Mai 2022

7 jrs/7

N°1942

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Le Niger et l'ONU déplorent le retrait du Mali du G5 Sahel

Page 7



Mali : 95% de la population satisfaite de la Transition

Page 15



L'ONU exhorte la communauté internationale à prévenir un génocide en Ethiopie

Page 7



Ghana : Le gouvernement appelle à une vigilance accrue contre le terrorisme

Page 5



CORNE DE L'AFRIQUE

L'ONU alerte sur la situation humanitaire dans cette région affectée par la sécheresse



Les Nations Unies ont lancé un appel pour des fonds pour aider la Corne de l'Afrique, avertissant que les souffrances intenses dans la région frappée par la sécheresse s'aggraveraient probablement.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Onu, Ocha, l'épisode actuel de sécheresse a déjà tué près de 1,5 million de têtes de bétail sur un total de 187 millions de têtes en Éthiopie, dont près des deux tiers dans la région Somali, peuplée d'éleveurs nomades. «Nous n'avons plus de temps. Nous avons un besoin urgent d'argent pour sauver des vies», a déclaré à l'AFP le chef de l'aide humanitaire de l'ONU, Martin Griffiths. La Corne de l'Afrique connaît l'une des sécheresses sans précédent les plus sévères, avec plus de 15 millions de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et à de graves pénuries d'eau en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, selon l'ONU. Le nombre pourrait atteindre 20 millions si les pluies actuelles inférieures à la moyenne échouent, selon les estimations du Centre intergouvernemental de prédiction climatique, ICPAC, basé à Nairobi, au Kenya. «Cela va probablement s'aggraver pour plus de gens dans les semaines à venir», a déclaré Griffiths, avec des perspectives pour la prochaine saison des pluies d'octobre à décembre «aussi désastreuses que les quatre dernières» saisons.

La suite à la page 3

CORNE DE L'AFRIQUE

La suite de la page 2



Plus de 15 millions de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et à de graves pénuries d'eau

Une menace existentielle

Griffiths a déclaré que la crise menaçait non seulement des vies, mais le mode de vie des gens. Au Kenya, en Somalie et en Éthiopie, environ 5,7 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë, tandis que plus de trois millions de têtes de bétail, dont dépendent les familles pastorales pour leur subsistance et leurs moyens de subsistance, sont mortes, selon l'ONU. L'Éthiopie était confrontée à la fois à la sécheresse et aux conflits et si les combats dans le nord s'aggravent et s'étendent, «nous devons craindre» une vague de personnes fuyant les frontières du pays, a déclaré l'expert de l'ONU

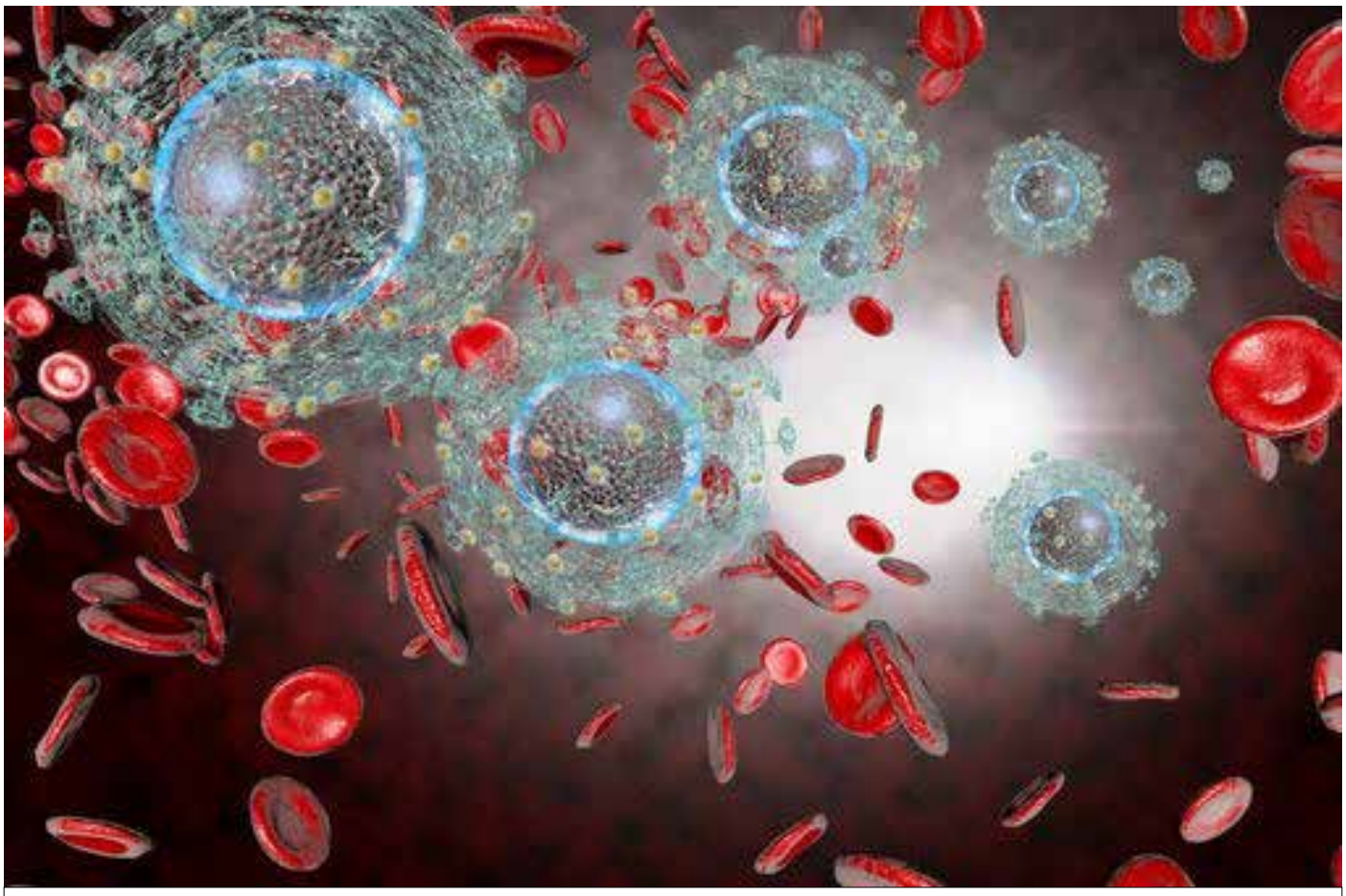
Appel au financement

Griffiths a déclaré que la Corne de l'Afrique était «particulièrement sous-financée» et que les fonds investis là-bas seraient «de l'argent bien dépensé parce que la souffrance est si intense» .Dans la région du Sahel, la situation était «tout aussi grave». Jusqu'à 18 millions de personnes dans la ceinture sub-saharienne semi-aride de l'Afrique seront confrontées à une grave insécurité alimentaire au cours des trois prochains mois, a-t-il déclaré. L›agence des Nations Unies dit avoir lancé un appel, sollicitant 41 milliards de dollars pour aider 274 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire et de protection. Mais elle a désormais besoin de 46 milliards de dollars pour aider 303 millions de personnes, dont elle vise à atteindre 202 millions.

K.Fiakofi

SANTÉ

Le Dolutégravir 10 mg, la pilule qui révolutionne le traitement des enfants séropositifs au Kenya



Environ 1 million 700 000 enfants dans le monde sont séropositifs mais seulement la moitié d'entre eux bénéficient d'un traitement, et 100 000 meurent chaque année

Sous forme de sirop sucré, le Dolutégravir 10 mg est une pilule soluble qui a révolutionné la prise en charge des enfants séropositifs dans des pays en développement. En plus d'être mieux accepté par les enfants , ce produit présente l'avantage d'être moins cher, donc de permettre une baisse du coût de traitement des atteint séropositifs dans plusieurs pays d'Afrique, dont le Kenya.

A l'instar de plusieurs pays d'Afrique, les enfants séropositifs vivant au Kenya ont pu bénéficier grâce à l'agence de santé Unitaid d'un traitement plus adapté à leur statut. *"Avant, on devait couper des pilules destinées aux adultes afin de les administrer aux enfants. Et puis, il y a eu le sirop pour enfant qu'il fallait donner en grande quantité. Son goût était si amer que les enfants le recrachaient ou même le vomissaient. Mais depuis le Dolutegravir, ils aiment prendre leur sirop"*, a indiqué à RFI une infirmière. Longtemps espéré, ce nouveau traitement pédiatrique a permis une

La suite à la page 5

GHANA

La suite de la page 4

meilleure prise en charge des enfants séropositifs dans les pays en développement, en plus du coût de traitement qui a considérablement baissé. De 480 dollars, le coût d'un traitement adapté aux enfants est passé à 120 dollars par an, grâce à un accord signé entre Unitaid et deux fabricants de médicaments génériques, Viatris et McLeods. *Ce* traitement plus révolutionnaire et mieux adapté a permis de sauver désormais la vie dilliers d'enfants , selon RFI. « *Le défi était immense pour identifier les enfants séropositifs. C'est pourquoi nous avons créé des tests ADN pour les diagnostiquer et les mettre sous traitement rapidement. Ce test combiné à un médicament qui a moins d'effet secondaire et qui est plus facile à administrer offre désormais un traitement bien plus efficace",* a laissé entendre, Jackson Hungu, gestionnaire de programme chez Unitaid.

Notons qu'à ce jour, le Dolutegravir 10 mg est distribué dans six pays africains que sont le Bénin, le Kenya, le Malawi, le Nigeria, l'Ouganda et le Zimbabwe.

Roseline BADO

Le ministre de la sécurité appelle à une vigilance accrue contre le terrorisme



Le gouvernement du Ghana a appelé mardi à une vigilance accrue du public face à la menace croissante du terrorisme en Afrique de l'Ouest a indiqué l'agence de presse du pays.

Une déclaration signée par le ministre de la Sécurité nationale, Albert Kan-Dapaah, exhorte les Ghanéens de redoubler de vigilance pour faire face à la menace croissante du terrorisme dans les lieux publics. «Le ministère de la Sécurité nationale souhaite attirer l'attention du public sur la menace croissante du terrorisme dans notre sous-région et exhorte chacun à être vigilant et très prudent quant à sa sécurité personnelle et communautaire», indique le communiqué.

«Le ministère lance un appel fort à une vigilance accrue dans les zones de rassemblements de masse, en particulier dans les lieux publics de divertissement et de culte, tels que les églises

La suite à la page 6

GHANA

La suite de la page 5



Le Ghana se prépare d'ores et déjà à une attaque terroriste sur son sol

et les mosquées», a poursuit le document.

Le gouvernement a conseillé aux propriétaires de ces installations publiques d'employer des gardes, des gadgets de sécurité et d'assurer un bon éclairage des zones entourant les espaces de rassemblements publics.

Assurer la sécurité du pays

Selon le ministère de la Sécurité nationale, l'appel est lancé parce qu'il y a de bonnes raisons de croire que les terroristes opérant dans la région ont le Ghana pour cible. Des pays de la sous région ouest africaine sont en proie aux attaques terroristes. Les pays du Sahel dont le Burkina, le Mali et le Niger sont constamment attaqués par les groupes armés terroristes qui tentent de dicter leurs lois dans les pays côtiers. Le Bénin, la Côte d'ivoire et le Togo ont déjà subi des attaques terroristes meurtrières.

Le gouvernement ghanéen a rassuré que les forces de l'ordre travaillaient dur pour assurer la sécurité du pays et de sa population.

Pierre Oued.

G5 SAHEL

Le Niger et l'ONU déplorent le retrait du Mali de la force conjointe



Le haut responsable politique des Nations Unies pour l'Afrique a déploré la décision du Mali de se retirer du Sahel en Afrique de l'Ouest, qualifiant cette décision de «malheureuse et regrettable».

Au lendemain de l'annonce des autorités maliennes du retrait de la force G5 Sahel, le sous-secrétaire générale Martha Pobee a déclaré mercredi 18 mai à Al jazeera que la décision prise par le gouvernement militaire «constitue très certainement un pas en arrière pour le Sahel». La force, qui comprend des troupes du Niger, du Tchad, du Burkina Faso et de la Mauritanie, a été formée en 2017 pour contrer les groupes armés qui ont balayé la région ces dernières années, tuant des milliers de personnes et forçant des millions de personnes à fuir leurs foyers. Mais il a été entravé par un manque de financement et a eu du mal à réduire la violence. Selon les experts , le retrait du Mali "isole davantage le pays qui a été frappé de sanctions par le bloc politique régional d'Afrique de l'Ouest, impactant les emplois et l'industrie à la fois sur la scène régionale et mondiale".

La suite à la page 8

La suite de la page 7



La décision d'abandonner l'effort multinational risque d'isoler davantage Bamako sur la scène régionale et mondiale

La force du Sahel morte

Le président nigérien Mohamed Bazoum a déclaré à l'AFP que la décision du Mali, intervenue après qu'il n'ait pas été autorisé à assumer la présidence tournante du groupe, signifiait que la force du Sahel était désormais «morte».L'isolement de Bamako en Afrique de l'Ouest est mauvais pour toute la sous-région», a déclaré Bazoum au journal La Croix. Selon Bazoum, Bamako est dans une fuite en avant qui l'isole en Afrique et nous prive d'une stratégie concertée et coordonnée pour lutter contre le terrorisme. Mais le secrétaire exécutif de la force Eric Tiare, a qualifié la décision de Bamako de «regrettable». Tiare a également appelé l'ONU à lui offrir davantage de soutien. L'envoyé de la France à l'ONU, Nicolas de Rivière, a également déploré le retrait du Mali de la force, tout comme d'autres membres du Conseil de sécurité.

K.Fiakofi

SOCIÉTÉ

L'Université du Ghana, classée plus haute institution d'enseignement supérieur au Ghana



Le QS World University Rankings, dans son classement 2022, a positionné l'UG comme l'une des 20 meilleures universités d'Afrique. La seule université ouest-africaine à être ainsi classée

L'Université du Ghana (UG) est classée la plus haute institution d'enseignement supérieur au Ghana par l'indice scientifique Alper-Doger (AD) 2022 Version 2, selon l'agence de presse du pays.

L'Université du Ghana (UG) héberge le premier des 1 000 meilleurs scientifiques du pays, avec plus de 270 scientifiques figurant parmi les 1 000 meilleurs scientifiques présentés. Cela a été contenu dans une déclaration publiée par le professeur Robert Ebo Hinson, directeur de la direction des affaires publiques de l'UG, et copiée à l'agence de presse du Ghana, à Accra. Il a déclaré qu'à travers les diverses disciplines au sein de ses quatre collèges, l'Université était en tête au niveau national et progressif, intensifiant son impact dans la poursuite de l'excellence. « Les universitaires de la première institution représentaient 30 à 70 % des 20 scientifiques les mieux classés », indique le communiqué. En agriculture et foresterie, a-t-il déclaré, il comptait 11 des 20 meilleurs universitaires du Ghana, avec neuf en commerce et gestion, 11 en économie et économétrie, 7 en ingénierie et technologie et 6 en sciences médicales et de la santé. L'indice a nommé le Dr Dwomoa Adu, chercheur principal à l'UG Medical School, College of Health Sciences, comme le meilleur scientifique du Ghana, sur les 1 000 universitaires présentés.

La suite à la page 10

SOCIÉTÉ

La suite de la page 9



L'AD Scientific Index est un système de classement et d'analyse basé sur les performances scientifiques et la valeur ajoutée de la productivité scientifique des scientifiques individuels

L'UG, 11e en Afrique subsaharienne

Selon le communiqué, dans le classement actuel, le professeur Daniel Adjei Boakye du Noguchi Memorial Institute for Medical Research et le professeur Ernest Aryeetey, ancien vice-chancelier de l'Institut de recherche statistique, sociale et économique, ont été classés respectivement 6e et meilleurs scientifiques au Ghana. La procédure d'évaluation, a-t-il déclaré, pour classer les 1 000 scientifiques ghanéens et leurs études scientifiques était basée sur des systèmes de notation standard internationaux, y compris des citations dans des bases de données renommées telles que Scopus, Web of Science, Publons et Google Scholar. Le communiqué indique que les bases de données fournissent les indicateurs numériques montrant à quel point un chercheur est productif et efficace.

Il a déclaré que l'indice scientifique classait également l'université au 15e rang sur 2 049 universités en Afrique et à 1 704 sur 14 284 universités interrogées dans le monde. '' Cet exploit, réalisé par des scientifiques de l'UG, découle du classement Webometrics de l'UG comme premier au Ghana, 11e en Afrique subsaharienne et 1 121 dans le monde - sur 31 000 établissements d'enseignement supérieur de plus de 200 pays cette année.

Source : Agence de Presse du Ghana

Pierre Oued.

SOMALIE

RSF appelle le nouveau président somalien à prioriser la sécurité des journalistes



Le nouveau président somalien, Hassan Sheikh Mohamud devra être plus conciliant avec les médias dans son second mandat

Le nouveau président somalien, Hassan Sheikh Mohamud, élu dimanche 15 mai par 54 sénateurs et 275 membres de la chambre basse parmi 39 candidats, doit faire de la sécurité des journalistes une priorité dans un pays où la violence et la corruption ont longtemps prévalu sur la liberté de la presse, selon Reporters sans frontières (RSF) et relayé par Hiiraan Online.

La longue bataille pour désigner le président de ce pays de la Corne de l'Afrique de 16 millions d'habitants, pour les 5 prochaines années, s'est terminée par l'élection de l'ancien président (de 2012 à 2017), Mohamud. C'est la première fois qu'un président somalien se voit attribuer un second mandat. Plus de 30 journalistes ont été tués pendant le premier mandat de Mohamud, qui a été particulièrement oppressant et violent pour le personnel des médias. Son gouvernement était responsable de la loi draconienne sur les médias de 2016 et s'efforçait de saper les militants des droits des médias, selon Hiiraan online. RSF appelle le président nouvellement élu à décréter sans tarder un moratoire sur les arrestations de journalistes, à libérer les journalistes détenus et à abroger les lois qui

La suite à la page 12

SOMALIE

La suite de la page 11



L'élection récente met fin à une période d'incertitude au cours de laquelle les journalistes étaient la cible des forces de sécurité

restreignent la liberté de la presse, notamment le code pénal de 1964, qui entrave la recherche de la vérité par les médias.

Faire bouger les lignes concernant la sécurité des journalistes

« *Dans l'un des pays les plus dangereux au monde pour le journalisme, où les reporters sont pris entre le marteau d'Al-Shabaab, qui les tue en toute impunité, et l'enclume des forces de sécurité, qui les détiennent arbitrairement sans hésitation, le nouveau président doit prendre des mesures fortes, immédiatement, pour changer ce sombre tableau* », déclare Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. «*Après un premier mandat très oppressant pour les journalistes, il devra montrer au monde qu'il est capable de faire bouger les lignes rouges concernant la sécurité des journalistes et la protection de la liberté de la presse.*» Mohamud succède à Mohamed Abdullahi Farmaajo dont la présidence a été marquée par des mesures sans précédent, notamment la nomination d'un procureur spécial chargé d'enquêter sur les meurtres de journalistes et la condamnation d'un policier par contumace pour la mort d'un journaliste. Mais aucune réforme majeure de la liberté de la presse n'a été achevée sous Farmaajo. La Somalie continue d'être le pays le plus dangereux d'Afrique pour les journalistes, avec un total de 65 violations contre le personnel des médias, rien qu'en 2021, selon l'Union nationale des journalistes somaliens (NUSOJ).

Source : Hiiraan.com

Pierre Oued.

ETHIOPIE

L'ONU exhorte la communauté internationale à oeuvrer pour éviter un génocide



Des organisations de la société civile africaine ont prévenu que la guerre en cours en Éthiopie pourrait équivaloir au génocide de 1994 contre les Tutsi au Rwanda, à moins que l'ONU ne voie le conflit comme urgence.

Dans une lettre du 18 mai au Conseil de sécurité de l'ONU, les groupes affirment qu'en plus des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité des deux côtés du conflit, des mots tels que "cancer" et " diable" sont utilisés pour désigner des êtres humains considérés comme des opposants. Une parfaite illustration de ce qui a précédé le génocide de 1994 contre les Tutsi.

Au Rwanda, le gouvernement d'alors, dirigé par les Hutus, qualifiait la population Tutsie de "cafards", donnant l'impression qu'il s'agissait de parasites qu'il fallait exterminer. «Il y a 28 ans, le Conseil de sécurité n'avait pas non plus reconnu les signes avant-coureurs du génocide au Rwanda, ni agi pour l'arrêter», ont indiqué dans la lettre Hala Al Karib, une militante des droits des femmes dans la Corne de l'Afrique et au Soudan, et Corlett Letlojane, directrice exécutive de l'Institut des droits de l'homme d'Afrique du Sud. Selon ces organisations, les Nations Unies avaient les moyens

La suite à la page 14

ETHIOPIE

La suite de la page 13



Les deux parties au conflit avaient commis de graves atteintes aux droits humains

d'intervenir, mais ne se souciaient tout simplement pas assez du Rwanda pour intervenir de manière appropriée. "Nous craignons que la situation ne se répète en Éthiopie aujourd'hui. Nous vous appelons à tirer les leçons du Rwanda et à agir maintenant", ont indiqué à Newsun, les organisations.

Une violation des droits de l'Homme

La guerre en Éthiopie qui a débuté en novembre 2020 entre les Forces du gouvernement du Premier ministre Ahmed Abiy et le Front de libération du peuple du Tigré, TPLF, a causé la mort de milliers de personnes et de déplacés, selon les Nations Unies. Elle s'est étendue vers le sud jusqu'à la région d'Amhara et vers l'est jusqu'à la région d'Afar. Une enquête conjointe menée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU et la Commission éthiopienne des droits de l'homme, EHRC, a révélé que les parties au conflit avaient commis de graves atteintes aux droits humains, notamment des attaques contre des civils, des homicides illégaux et des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture, des détentions arbitraires, enlèvements et disparitions forcées et viols et autres violences sexuelles. De plus, le gouvernement a été accusé d'utiliser la nourriture comme arme de guerre, bloquant l'aide humanitaire comme outil pour affamer les Tigréens afin qu'ils se soumettent. En raison du conflit, on estime qu'un demi-million de personnes sont mortes, 4,2 millions ont été déplacées et 9 millions ont besoin d'une aide humanitaire. Un récent rapport conjoint d'Amnesty International et de Human Rights Watch, basé sur plus de 400 entretiens menés sur 15 mois, documente le nettoyage ethnique dans l'ouest du Tigré. «Dans ce contexte, il y a de sérieuses raisons de s'inquiéter des tensions ethniques persistantes et du fait que la violence pourrait atteindre le niveau d'un génocide», indique la lettre. Les groupes affirment que malgré la gravité de la situation, le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas formellement abordé la situation en Éthiopie.C'est le moment pour l'ONU de prendre des mesures décisives au profit du peuple éthiopien…, cela ne peut se faire sans un leadership clair du Conseil de sécurité de l'ONU, rapporte la lettre.

K.Fiakofi

MALI

95% de la population soutient les autorités de la Transition



72% des Maliens ont confiance au Colonel Assimi Goïta, président de la Transition

Un sondage, réalisé par "Mali-Mètre" en collaboration avec la Fondation allemande Friedrich-Ebert, rendu public le jeudi 19 mai, indique que 67% des Maliens se déclarent très satisfaits et 28% assez satisfaits du travail de la junte au pouvoir.

La collecte des données de Mali-Mètre a été réalisée du 13 mars au 04 avril 2022 et a porté sur un échantillon total de 2344 personnes âgées de 18 ans et plus dans le district de Bamako et dans toutes les capitales régionales, y compris Kidal, Ménaka et Taoudéni.

Selon les résultats de l'institut de sondage "Mali-Mètre", 9 personnes sur 10 sont satisfaites, 67% sont très satisfaites et 28% assez satisfaites de la gestion de la transition.

Parmi les acteurs que sont, le président de la transition, le gouvernement de la transition, le CNT ainsi que l'opposition, le président de la transition est celui en qui les personnes enquêtées ont le plus confiance (72%). Toutefois, 13% de la population estime avoir le même niveau de confiance en toutes ces autorités et 10% ont plus confiance en le gouvernement de la

La suite à la page 16

MALI

La suite de la page 15



La Coopération avec la Russie soutenue à plus de 70% par la population est vue comme un remède contre le terrorisme

transition.

Les populations maliennes estiment que «les principales priorités que devraient prendre en compte les autorités de la transition sont : «lutter contre l'insécurité (69%), lutter contre l'insécurité alimentaire (35%), créer de l'emploi (33%), lutter contre la pauvreté (31%), restaurer la paix et la stabilité (30%) et améliorer le système éducatif (23,8%)», a indiqué «Mali-Mètre.

Les avis sur la MINUSMA, Barkhane et la présence des instructeurs russes

Les résultats révélés par la collecte des données ont prouvé que les citoyens maliens ne sont pas satisfaits de la présence ainsi que le travail abattu par les forces de la MINUSMA ainsi que de Barkhane.

Plus de la moitié de la population enquêtée n'est pas satisfaite de la MINUSMA (13% plutôt insatisfaits et 45% très insatisfaits). Cependant, 1 personne sur 5 en est satisfaite. Les principaux reproches à la MINUSMA sont : la non protection de la population contre la violence des groupes armés (72%), se protéger elle-même (43%), 28% estiment aussi que la MINUSMA est complice des groupes armés.

S'agissant du travail réalisé par la force Barkhane, 13% de la population est plutôt insatisfait et 60% très insatisfait. 69% reprochent à la force de ne pas protéger les populations contre la violence des groupes armés et des terroristes. De plus, plus de la moitié de la population (51%) reproche à Barkhane d'être complice des groupes armés et 52% des personnes sondées estiment qu'il y aura un effet positif sur la sécurité dans leur région après le retrait de Barkhane. Par ailleurs, 70% des citoyens ont beaucoup confiance et 22% peu confiance en l'appui de la Russie pour aider le Mali à retrouver son intégrité territoriale.

Il faut noter que "Mali-Mètre" mène des enquêtes depuis 10 ans et s'est penché cette année sur les défis et priorités au niveau national et régional ; en passant en revue l'appropriation et la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, la stabilisation et la sécurisation du Mali, la justice et la bonne gouvernance, la réconciliation ainsi que les perspectives. Il y a aussi les discussions actuelles telles que la durée prévue de la période de transition et les attentes vis-à- vis des partenaires internationaux.

Lucien DAKISSAGA

SHOOTING PHOTO



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

RDC : le pays se dote de huit usines de production d'oxygène



La République démocratique du Congo s'est dotée de huit usines de fabrication d'oxygène, d'une capacité de production, d'une cinquantaine de bouteilles de 50 litres d'oxygène par jour, le jeudi 19 mai 2022, a rapporté Radio Okapi. "*Ces usines viennent en renforcement du système de santé de notre pays. Ici à Kinshasa, l'usine va aider nos populations confrontées à la pandémie de COVID-19"*, a déclaré, Jean-Jacques Mbungani, le représentant de la Banque Mondiale en RDC, cité par notre source. Notons que ces industries ont été financées par la Banque mondiale (BM) à hauteur de 3,2 millions USD.

RDC/ Irumu : 6 morts et des disparues dans une attaque des présumés ADF à Kazaroho



Six personnes ont été tuées et six autres enlevées ainsi que dix motos incendiées, lors d'une nouvelle incursion, le jeudi 19 mai 2022, des présumés rebelles à Kazaroho, au sud du territoire d'Irumu (Ituri), a rapporté Radio Okapi. De son côté, l'ONG CRDH/Irumu, a indiqué, selon notre source, que les conducteurs de ces engins roulants provenant de la localité de Butani ont été attaqués à Kazaroho par ces rebelles, qui les ont arrosés de coups de feu. Et d'ajouter que six civils ont été enlevés par ces rebelles. Toutefois, l'ONG a appelé la population à la vigilance.

Zambie : victime d'une cyberattaque, la Banque centrale rassure



Le 9 mai dernier, la Banque centrale a subi une cyberattaque. Les cybercriminels ont utilisé un logiciel de rançon ou logiciel d'extorsion. Appelé ransomware dans le jargon du milieu, ce logiciel malveillant permet de prendre en otage des données personnelles, selon Apanews. « *Peu de données sensibles* » ont été emportées par les cybercriminels, soutient Greg Nsofu, le responsable des technologies de l'information et de la communication de la Banque de Zambie.

Rwanda : arrivée prochaine de demandeurs d'asile depuis le Royaume-Uni



Le premier groupe de demandeurs d'asile envoyés au Rwanda depuis le Royaume-Uni, dans le cadre d'un accord controversé, arrivera probablement dans ce pays d'Afrique de l'Est « *dans les prochaines semaines* », ont déclaré, jeudi 19 mai 2022, des responsables à Kigali, cité par Le Monde. Selon les chiffres de l'ONU, le Rwanda a accueilli plus de 127 000 réfugiés en septembre 2021, dont près de la moitié était des enfants. La majorité était des Congolais, suivis des Burundais.

ANNONCES


otc
TOURISME ET HÔTELLERIE
CERTIFICATIONS
Formation
Qualification et Techniques
Spécialisation
Expertise
+228 91 70 70 64
www.otc-togo.com
/OTCtogo
/OTCtogo
/OTCtogo


otc
LOGISTIQUE ET
SUPPLY CHAIN MANAGEMENT
CERTIFICATIONS
Formation
Qualification et Techniques
Spécialisation
Expertise
+23592865979
www.otc-tchad.com
/OTCtchad
/OTCtchad
/OTCtchad

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money